

**Reprendre la terre. Agriculture et critique sociale**  
**Éric Doidy, Matthieu Gateau (Eds)**  
**Kairos, 2019, 329 p.**

Note de lecture rédigée par Laurence Roudart,  
publiée dans la revue *Natures Sciences Sociétés*, 30 juin 2020

Cet ouvrage collectif a été dirigé par Éric Doidy et Matthieu Gateau, sociologues, respectivement chargé de recherches dans l'UMR1041 CESAER (INRA-AgroSupDijon) et maître de conférences à l'Université de Bourgogne-Franche-Comté. Il est en partie le produit du colloque *Nouvelles formes d'agriculture : pratiques ordinaires, débats publics et critique sociale* (MSH, Dijon, 2013). Il est composé de 15 chapitres, d'une postface rédigée par Philippe Corcuff et d'une bibliographie (36 p.). Les contributeurs autres que les directeurs de l'ouvrage ne sont pas présentés, mais on peut penser qu'il s'agit de sociologues (majoritairement) et de géographes (minoritairement) travaillant dans des institutions françaises.

Dans le chapitre introductif, E. Doidy et M. Gateau constatent le foisonnement contemporain d'initiatives multiformes, par divers acteurs de terrain, dans le domaine agricole et alimentaire. Beaucoup de ces initiatives sont porteuses d'une contestation de l'ordre économique, social et politique établi. Dans ce contexte, ils affirment que le rôle des chercheurs en sciences sociales est double. Il est d'analyser comment ces initiatives se constituent et fonctionnent : quels acteurs ? quels discours ? quels actes ? quelles manières d'être au monde ? Il est aussi de comprendre le sens politique de ces initiatives en s'attachant à distinguer et à articuler ce qui relève de la critique sociale, d'une part, et ce qui procède de propositions morales et politiques pour construire un autre monde. Selon eux, ce travail d'élucidation politique est d'autant plus nécessaire et urgent que les tenants de l'extrême droite tentent de consolider et d'élargir leurs rangs en jouant sur la confusion des discours, en se saisissant d'idées et de mots-clés bien présents dans les registres des porteurs d'initiatives alternatives. Or, au-delà de ces mots, les projets politiques des uns et des autres sont très divergents : schématiquement, ils tendent soit vers un idéal d'émancipation généralisée, fondé sur l'idée d'une « commune humanité », soit au contraire vers l'instauration d'un ordre moral accompagné de catégorisations parmi les humains, d'assignations à des identités naturalisées porteuses d'exclusions. E. Doidy et M. Gateau interrogent aussi la possibilité d'une recherche en sciences sociales engagée pour promouvoir les mouvements émancipateurs.

Les questions posées sont donc particulièrement pertinentes et importantes, surtout dans le contexte actuel. Mais, elles ne font l'objet d'aucune élaboration théorique. Ce rôle échoit à la postface rédigée par P. Corcuff, qui s'intitule « Défis actuels pour les sciences sociales : critique, pragmatisme et émancipation en contexte d'extrême droitisation » et s'appuie sur son livre *Où est passée la critique sociale ?*<sup>1</sup> publié en 2012. De fait, cette postface est très peu reliée au reste de l'ouvrage. P. Corcuff affirme qu'aujourd'hui « la critique relève davantage des sciences sociales et l'émancipation de la philosophie politique » (p. 278). Il souligne aussi la polarisation, en France, des travaux sociologiques : d'un côté, un pôle critique centré sur la

---

<sup>1</sup> Corcuff P., 2012. *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte.

domination, de l'autre côté, un pôle compréhensif-pragmatique qui fait droit aux capacités des acteurs et des groupes.

Puis, en reprenant l'analyse de Jacques Rancière, il fait ressortir une autre opposition : alors que les philosophies de l'émancipation reposent sur le postulat que les opprimés sont capables d'analyser leur situation et d'entreprendre des actions pour la faire évoluer dans un sens qui leur paraît souhaitable, la sociologie critique, en revanche, en particulier celle inspirée par Pierre Bourdieu, considère les opprimés comme mis en incapacité par les structures de domination. Cela conduit P. Corcuff à plaider pour des démarches qui combinent les deux approches sociologiques mentionnées avec une philosophie de l'émancipation<sup>2</sup>. Cette analyse donne la mesure de la difficulté de la tâche annoncée par E. Doidy et M. Gateau dans leur chapitre introductif. P. Corcuff défend une recherche engagée contre l'extrême droite et pour l'émancipation.

La contribution de Yuna Chiffolleau et Dominique Paturel aborde cette question de l'engagement des chercheurs en s'appuyant sur deux cas de recherche intervention. Elles distinguent recherche militante et recherche engagée : dans le premier cas, « les chercheurs interviennent dans le débat public et agissent avec leurs partenaires au nom de valeurs qu'ils défendent » (p. 189) ; dans le second cas, inspirés par une démarche de care, les chercheurs s'impliquent dans des projets collectifs et contribuent à rendre explicite leur sens politique.

Plusieurs chapitres s'attachent à présenter des initiatives agricoles ou alimentaires contemporaines comme des arènes, et à en faire émerger des éléments de critique sociale ainsi que des aspirations. C'est le cas de la contribution de Y. Chiffolleau et D. Paturel, qui analysent le cas d'un marché de plein vent dans la commune de Grabels (près de Montpellier) avec des méthodes issues de la sociologie économique et des réseaux, ainsi que le cas de l'approvisionnement local en produits frais des Restos du cœur de l'Hérault avec une approche par le care. Les auteures montrent comment la participation à ces deux circuits courts, qui ne sont pas revendiqués comme critiques au départ, fait émerger chez leurs acteurs de nouvelles manières de penser, non seulement leurs pratiques individuelles quotidiennes mais, plus largement, les questions sociopolitiques liées à l'agriculture et à l'alimentation. Il s'ensuit des actions collectives en faveur de la durabilité sociale. Ces conclusions convergent avec celles d'Aurélié Dumain qui étudie le cas du collectif lyonnais RACCOURCI (Relocaliser l'agriculture par court-circuit). Ce collectif a entrepris de distinguer les initiatives qui constituent de véritables critiques en actes du productivisme et du capitalisme et celles qui ne sont que des faux-semblants. Travail difficile car il a impliqué que des groupes d'acteurs différents trouvent un accord sur la qualification des paniers véritablement alternatifs. L'auteure attire l'attention sur le rôle crucial des médiateurs, qui procèdent à un travail de traduction entre les univers de sens des différents types d'acteurs : ce rôle est le plus souvent rempli par les salariés des collectifs, ce qui entraîne un risque de professionnalisation du militantisme et de participation réduite des « consomm'acteurs ». Une telle évolution est constatée aussi par Elsa Pibou, qui étudie le cas de Terre de Liens en France. Cette structure associative est ouvertement militante depuis sa création, elle défend une agriculture paysanne soucieuse de l'environnement et écoulant ses produits préférentiellement en circuits courts. Elle achète des terres agricoles puis les loue à de petits agriculteurs selon les termes d'un bail rural et environnemental contraignant. Selon l'auteure, ce type d'action n'est pas dépourvu de tensions avec les fermiers

---

<sup>2</sup> 3 Ces thèses de P. Corcuff ont donné matière à un débat dans la revue *SociologieS* (10 novembre 2014).

locataires des terres, notamment parce que ceux-ci ne sont pas, ou peu, représentés dans les instances décisionnaires.

---

Ainsi, dans le cas de cette organisation, sous couvert de promotion de l'agriculture paysanne, un invariant persiste : « La classe paysanne ne parle pas, elle est parlée<sup>3</sup> », ce qui limite fortement sa portée critique. Danièle Laplace-Treytore et Hélène Douence, avec un point de vue de géographie sociale critique, examinent les relations entre critique sociale et organisation de l'espace dans les jardins collectifs portés par différentes associations dans un quartier de Pau. Elles interrogent en particulier le caractère démocratique du fonctionnement des jardins et montrent comment ceux-ci interviennent dans la réflexion entreprise par les instances urbaines en faveur d'une ville plus durable et plus juste.

Les autres chapitres s'éloignent à divers titres de l'analyse d'initiatives agricoles et alimentaires locales contemporaines. Les contributions sont donc variées. On peut regretter cependant que la perspective d'ensemble soit très franco-centrée. Toutes les études de cas sauf une (celle de Julien Noël qui fait référence aux pêcheurs de l'est de Madagascar) sont situées en France. Bien sûr, cela n'est pas un problème en soi. Mais la bibliographie est elle aussi essentiellement constituée d'auteurs français. Or, les questions posées par les coordinateurs font l'objet de recherches et de débats dans plusieurs revues internationales qui sont à peine évoqués, voire ignorés ici. Prenons l'exemple des débats relatifs à l'agroécologie transformative, une agroécologie politique critique qui vise la transformation du système alimentaire actuel et, au-delà, la transformation des relations entre les humains d'une part, entre les humains et leur environnement d'autre part. Ces débats sont tout à la fois critiques et porteurs d'une ambition émancipatrice : quelles sont les origines de la crise multiforme qui affecte les mondes agricoles aujourd'hui ? en particulier, quel est le rôle des firmes d'approvisionnement en intrants et de transformation des produits, des politiques publiques et des accords internationaux ? quels sont les processus sociaux qui favorisent l'émergence d'initiatives agroécologiques locales par des communautés multi-acteurs auto-organisées, visant l'usage durable des ressources naturelles ainsi que la qualité de vie individuelle et collective ? comment ces processus peuvent-ils s'étendre de manière horizontale à d'autres localités et communautés (*scaling out*) ? comment peuvent-ils influencer de manière verticale les institutions, jusqu'à celles qui gouvernent les politiques et les marchés (*scaling up*) ? comment articuler les initiatives promues par les mouvements sociaux avec les politiques nationales et internationales ? qu'est-ce que le populisme agraire ? comment distinguer populisme d'extrême droite et populisme émancipateur, combattre le premier et promouvoir le second ? comment combiner différents types de savoirs produits par différents acteurs ? qu'est-ce qu'une posture de chercheur engagé ? Toutes ces questions fondamentales sont débattues dans des revues telles que *The Journal of Peasant Studies*, *Journal of Agrarian Change*, *Agroecology and Sustainable Food Systems*, *Sustainability*, entre autres. Ces débats ont lieu aussi dans la littérature relative aux « nouvelles ruralités », qui a émergé en Amérique latine dans les années 1990, en particulier dans les publications traitant des approches communautaires de ces nouvelles ruralités. Ils ont lieu également dans la littérature portant sur les mouvements agraires, locaux, nationaux et transnationaux qui se sont multipliés depuis les années 1990. Certes, la diversité de ces mouvements rend compliquée l'élaboration d'un projet politique alternatif de grande envergure, largement fédérateur, alliant la réflexion et l'action. Cela étant, beaucoup d'entre eux sont anticapitalistes et porteurs d'une ambition de justice sociale, intra- et intergénérationnelle.

---

<sup>3</sup> Je paraphrase ici P. Bourdieu, 1977. « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 17-18, 2-5, article cité par E. Pibou, et aussi par P. Corcuff dans sa postface.

En s'appuyant sur les corpus de l'agroécologie politique et de la souveraineté alimentaire, ils élaborent des convergences, entre eux et avec d'autres forces sociales, en vue de construire un autre système agricole et alimentaire, écologiquement et socialement durable. Dès lors, si les cas étudiés dans ce livre conduisent les coordinateurs à conclure qu'"il s'agit moins de transformer le monde en prenant le contrôle d'institutions que de changer notre rapport au monde en agissant sur le quotidien" (p. 271), il n'en demeure pas moins que des formes d'engagement collectif et de combat politique "au sens traditionnel" existent bel et bien dans les mondes agricoles aujourd'hui.

On peut regretter aussi que les pistes de travail proposées par P. Corcuff dans son livre publié en 2012 n'aient pas été plus explorées dans l'ouvrage dont il est question ici, publié en 2019. Il reste que les questions posées par les coordinateurs de cet ouvrage sont cruciales et que plusieurs contributions les éclairent de manière vraiment intéressante.

**Laurence Roudart**

Université libre de Bruxelles,

département des Sciences sociales et des sciences du travail,

Bruxelles, Belgique

[Laurence.Roudart@ulb.ac.be](mailto:Laurence.Roudart@ulb.ac.be)